

07 AUG 2008

LE GOUVERNEUR

VISA : DSJ



INSTRUCTION N° 48 /GR/2008

**Règlementant les Sanctions applicables aux Etablissements bancaires,
aux Commissaires aux Comptes et aux Auditeurs Externes.**

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie :

- **Vu** la Loi N°73.118 du 30 mai 1973 portant création de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- **Vu** la loi N°2004-042 fixant le régime applicable aux relations financières avec l'étranger et leur enregistrement statistique ;
- **Vu** la loi N°2005-048 du 27 juillet 2005 relative à la lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme ;
- **Vu** l'Ordonnance N°004/2007 du 12 janvier 2007 portant statut de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- **Vu** l'Ordonnance N°020/2007 du 13 mars 2007 portant réglementation des établissements de crédits ;
- **Vu** le Décret N°19/2007 du 7 février 2007 portant nomination du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie ;

Décide :

Chapitre I : Des Dispositions générales

Article 1 : La présente instruction a pour objet de définir les sanctions applicables aux banques ainsi que leur procédure d'application.

Article 2 : Les sanctions prévues par les autres textes d'application de l'ordonnance 020/2007 n'entrant pas en contradiction avec les dispositions de la présente instruction restent en vigueur

Article 3 : Un établissement bancaire est considéré en situation de récidive lorsqu'il commet la même infraction trois fois au cours d'un trimestre.

Dans ce cas, la pénalité applicable est doublée.

Article 4 : Les sanctions susceptibles d'être prises par la Banque Centrale de Mauritanie, conformément aux dispositions de l'ordonnance 020/2007 notamment dans son article 55, à l'encontre des établissements bancaires et de leurs dirigeants, sont :

- l'avertissement ou la mise en garde ;
- le blâme ;
- l'injonction ou mise en demeure ;
- les amendes ;
- la suspension de certaines opérations pour une durée maximale de 3 mois ;
- la nomination d'un administrateur provisoire ;

- l'interdiction provisoire ou définitive de certaines opérations et toutes autres limitations dans l'exercice de la profession ;
- la suspension d'un dirigeant avec ou sans nomination d'administrateur provisoire ;
- le retrait d'agrément.

Article 5 : La Banque Centrale, à l'occasion de l'ouverture d'une procédure disciplinaire, porte à la connaissance de la banque concernée, par simple lettre ou par tout autre moyen approprié adressé à ses représentants légaux, les faits qui seraient susceptibles de constituer des infractions.

La Banque Centrale informe également les représentants de la banque qu'ils peuvent prendre connaissance du dossier relatif aux faits susceptibles de constituer des infractions et en avoir une copie.

Article 6 : Les sanctions prévues par la présente instruction sont notifiées aux établissements concernés par la Direction en charge de la Supervision Bancaire et financière par écrit.

Article 7 : Le ou les représentants de la banque doivent adresser à la Banque Centrale, Direction en charge de la Supervision Bancaire et Financière leurs observations sur les manquements relevés dans un délai qui ne peut excéder douze jours calendaires pour compter de la date de réception effective de la notification de la sanction.

La Banque Centrale examine la réponse de la banque et décide, dans un délai n'excédant pas cinq jours ouvrables, de la sanction à prendre.

Par ailleurs, à la suite de certains manquements graves pouvant affecter l'équilibre financier de l'institution bancaire concernée et aboutir au retrait d'agrément, à la nomination d'un administrateur provisoire, à la suspension des dirigeants, le Gouverneur de la Banque Centrale peut organiser une rencontre avec les dirigeants de l'établissement assistés éventuellement d'un représentant de l'APBM.

Article 8 : Le retrait d'agrément ou la liquidation sont prononcés si la Banque Centrale juge que la situation financière d'un établissement ne permet pas la poursuite d'une activité équilibrée ou met en péril les intérêts des déposants et des autres créanciers.

La Banque Centrale peut aussi, dans d'autres circonstances et sur la base d'une évaluation qui justifie la prise de cette décision, nommer un administrateur provisoire.

Article 9 : La Banque Centrale peut suspendre provisoirement ou définitivement les administrateurs, dirigeants ou gestionnaires s'ils sont tenus responsables d'une faute professionnelle grave, des infractions à la réglementation bancaire, des faiblesses constatées dans la gestion ou dans l'équilibre financier de la banque ou s'il est mis obstacle aux missions d'inspection de la BCM, de contrôle de commissaires aux comptes ou des auditeurs externes, ainsi qu'à la mission de l'administrateur provisoire.

Chapitre II : Des Infractions relatives à la réglementation prudentielle

Article 10 : Tout établissement bancaire qui ne respecte pas les normes prudentielles de gestion, s'expose à une pénalité correspondant à 0,005% du capital réglementaire par norme et par mois jusqu'à ce qu'il rétablisse la situation par rapport au respect de ces normes.

La pénalité, définie à l'alinéa 1 du présent article, n'est pas applicable aux normes pour lesquelles des sanctions spécifiques sont déterminées.

Article 11 : Les dépassements constatés sur le risque encouru des personnes apparentées exposent l'établissement bancaire à une pénalité mensuelle applicable jusqu'à la résorption du dépassement. Le montant de la pénalité est égal à: Montant du dépassement X TEGX30.

Article 12: Le non respect des dispositions relatives à la couverture, par les provisions, des créances en souffrance et des titres et emplois assimilés ayant subi des dépréciations, expose l'établissement de crédit à une pénalité égale à 1% du montant de l'insuffisance des provisions. Cette disposition sera appliquée à l'issue de chaque exercice comptable

Article 13 : Le non respect du capital minimum réglementaire ou des fonds propres nets minimums expose la banque à des sanctions pouvant aller de la nomination d'un administrateur provisoire au retrait de l'agrément.

Article 14 : La distribution de dividendes ne peut se faire avant le constat par la banque centrale du respect des normes prudentielles de gestion.

Tout établissement qui aurait procédé à la distribution de dividendes, avant la réception des conclusions de la Banque centrale sur le respect des normes prudentielles, est passible d'une sanction pécuniaire correspondant au minimum au montant distribué.

Article 15 : Toute insuffisance dans la constitution des réserves obligatoires en devises donne lieu, à une pénalité par jour ouvrable, appliquée sur le montant de l'insuffisance, convertie en ouguiya au cours vente de la BCM. Le taux appliqué correspond au taux directeur de la BCM majoré de huit (8) points en pourcentage.

Article 16: Toute insuffisance dans la constitution des réserves obligatoires en ouguiya donne lieu, à une pénalité par jour ouvrable, appliquée sur le montant de l'insuffisance. Le taux appliqué correspond au taux directeur de la BCM majoré de huit (8) points en pourcentage.

Article 17: L'insuffisance de constitution ou la non constitution des dépôts prévus par l'instruction N°08/GR/2008, relative aux crédits documentaires donne lieu, à l'application d'une pénalité de 10% de la différence entre le dépôt constitué et le dépôt réglementaire.

Article 18: Sans préjudice des sanctions prévues aux articles 4 et 10, les amendes ou sanctions pécuniaires sont infligées aux établissements de crédit, en cas de retard dans la communication d'un document légal ou réglementaire pour un montant de cinquante mille ouguiyas par jour de retard.

Article 19 : Sans préjudice des sanctions prévues aux articles 4 et 10, des amendes ou sanctions pécuniaires sont infligées aux établissements de crédit, en cas de refus d'obtempérer à une injonction de la Banque Centrale ou de se soumettre aux opérations de contrôle ou d'inspection pour un montant qui varie entre deux millions cinq cent mille et cinq millions d'ouguiyas.

Article 20 : Sans préjudice des sanctions prévues aux articles 4 et 10, des amendes ou sanctions pécuniaires sont infligées aux établissements de crédit, en cas de refus de communication de documents ou de renseignements, de dissimulation de renseignements ou de communication de renseignements sciemment inexacts pour un montant qui varie entre deux millions cinq cent mille et cinq millions d'Ouguiyas.

Chapitre III : Des Infractions relatives au change

Article 21: Toute opération de cession de devise supérieure ou égale à cent (100) mille dollars ou son équivalent en d'autres devises effectuées en dehors du marché de change constitue une infraction passible d'une pénalité équivalente à 3% du montant cédé.

Article 22 : Tout exportateur de bien et service, qui ne rapatrie pas les recettes nées de ses opérations dans un compte en devises ouvert auprès d'une banque mauritanienne, commet une infraction.

Dans le cas d'un crédit documentaire confirmé, le défaut de rapatriement est imputable à la banque domiciliataire.

Le défaut de rapatriement est passible d'une pénalité équivalente au montant non rapatrié converti en ouguiya au taux de vente de la Banque Centrale en vigueur au jour de l'exécution de la sanction.

Article 23 : Toute autre infraction à la réglementation des changes entraîne une sanction pécuniaire égale à 3% du montant de la transaction.

Chapitre IV : Des Infractions relatives au fonctionnement de la Chambre de Compensation

Article 24 : Les participants ne peuvent en aucun cas interrompre les séances de compensation avant la fin annoncée par le Responsable de la Chambre de Compensation sauf si ce dernier l'autorise pour un motif légitime.

Toute interruption due au non respect des règles de la compensation ou à des comportements de nature à entraver le fonctionnement de la Chambre de Compensation expose l'auteur ou les auteurs à l'exclusion. L'exclusion intervenue dans ce cas est considérée comme une absence.

Article 25 : Tout retard de 15 minutes, d'un membre de la Chambre de Compensation, par rapport à l'horaire fixé dans le Règlement de la compensation, sera sanctionné. Une pénalité de deux cent mille ouguiyas lui est systématiquement appliquée.

Tout retard de plus de 30 minutes entraîne l'exclusion du participant de la séance en cours et sera comptée comme une absence.

Article 26 : Toute absence aux séances de compensation sera sanctionnée d'une pénalité de 500.000 Ouguiyas.

Est considéré absent, tout membre dont le représentant n'a pas assisté à la séance de compensation ou en a été exclu pour les raisons évoquées à l'article précédent.

Au cours du même mois, si un membre accumule plus de quatre absences, la pénalité qui lui est applicable est portée à 1 Million d' Ouguiyas à l'occasion de chaque nouvelle absence.

Article 27 : Tout membre qui aurait enregistré trois absences successives, est considéré comme étant en situation de refus de participation aux séances de compensation.

Dans ce cas la sanction sera portée, à partir du troisième jour, de 500.000 Ouguiyas à 1 Million d' Ouguiyas par jour d'absence. A compter du cinquième jour, elle est portée à Cinq millions d'ouguiyas par jour pendant la durée de l'absence.

Article 28 : Le solde créditeur du compte courant à la BCM de chaque participant doit se situer à un niveau permettant l'exécution des opérations de débit résultant de la séance des opérations de compensation.

Si le solde du compte courant de la banque n'est pas suffisamment provisionné pour couvrir le solde débiteur résultant de la séance de compensation en cours, un délai n'excédant pas 2 heures lui est accordé pour déclencher la régularisation de sa situation. A l'expiration de ce délai si les services

compétents de la Banque Centrale ne confirme pas que la procédure de régularisation est susceptible d'aboutir dans la journée, il sera exclu de la séance et considéré comme absent.

Article 29 : Tout membre exclu d'une séance de compensation, est tenu de notifier avant son départ à titre d'information les références des valeurs qu'il aura à présenter sur les autres participants. Au cas où il ne se serait pas soumis à cette obligation, une pénalité d'un million d'Ouguiya lui sera appliquée par prélèvement du compte courant de l'institution qu'il représente.

Chapitre V : Des Sanctions relatives aux commissaires aux comptes et aux auditeurs externes

Article 30: La Banque Centrale peut prononcer à l'encontre de tout commissaire aux comptes qui manque aux obligations mises à sa charge par les dispositions de la réglementation en vigueur les sanctions suivantes :

- L'avertissement
- L'interdiction de poursuivre les opérations de contrôle de l'établissement de crédit
- L'interdiction provisoire ou définitive, d'exercer les fonctions de commissaires aux comptes auprès des établissements de crédit

Article 31: La banque centrale peut prononcer une interdiction provisoire ou définitive, à l'encontre de tout auditeur externe qui manque aux obligations mises à sa charge par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Chapitre VI : Autres dispositions

Article 32: Tout établissement bancaire qui présente des manquements aux obligations de vigilance et d'identification conformément aux dispositions de la loi 2005/048 relative au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme s'expose à une pénalité variant de un (1) million à cinq (5) millions d'Ouguiyas.

Article 33 : Les banques qui auront commis une infraction dans l'application du taux effectif global, tel que défini par l'instruction n°1/GR/2008, seront passibles d'une pénalité égale aux intérêts calculés sur le montant ou les montants des crédits qui sont à l'origine de l'infraction.
Le taux qui sera appliqué dans ce cadre est égal à 1 fois et demi le plafond du taux d'intérêt réglementaire.

Article 34: Les montants correspondants aux pénalités prévues dans la présente instruction sont recouvrés en faveur du Trésor Public par débit automatique du compte de l'établissement concerné ouvert sur ses livres ou à défaut, par saisie arrêt après simple sommation notifiée par voie d'huissier.

Article 35: La présente instruction entre en vigueur à compter de sa date de signature, elle annule et remplace toutes dispositions contraires.

Ousmane KANE

